



Pour une intégration du Kosovo dans la communauté européenne et internationale

Cette année, la Suisse et le Kosovo fêtent en même temps l'anniversaire de la création de leur État. La Suisse fête ses 175 ans, le Kosovo ses 15 ans. Depuis le début des efforts d'autodétermination et d'indépendance, la Suisse a critiqué les violations des droits humains perpétrées au Kosovo et a plaidé pour une solution politique. L'option de l'indépendance a déjà été mentionnée au Conseil de sécurité de l'ONU en 2007. En 2008, la Suisse a aussi été l'un des premiers pays à reconnaître le Kosovo comme un État souverain. La ministre des Affaires étrangères de l'époque, la conseillère fédérale socialiste Micheline Calmy-Rey, s'est engagée de manière décisive pour une reconnaissance rapide du Kosovo. La Suisse officielle est restée fidèle à cette amitié et le PS s'engage pour qu'elle perdure.

Nous célébrons ces deux anniversaires en des temps difficiles pour l'Europe. La guerre d'agression russe en Ukraine doit également amener l'Europe à repenser sa politique dans les Balkans occidentaux. Les Balkans occidentaux n'ont pas besoin de 15 années supplémentaires d'immobilisme déguisé en stabilité, mais de portes ouvertes sur l'Union européenne. Les Kosovar-es ont prouvé qu'elles et ils avaient la volonté et la capacité de défendre et de vivre les valeurs de la démocratie et de la liberté. Le pays doit être soutenu dans ses efforts de réforme pour une gouvernance saine et un développement démocratique. Quinze ans après la création de la République, les partenaires européens devraient « entériner » ce point. Ce qui importe avant tout, c'est l'accès économique au marché intérieur européen.

Par conséquent, le PS appelle le Conseil fédéral...

- ... à soutenir tous les efforts de normalisation entre la Serbie et le Kosovo. Les deux États doivent être traités sur un pied d'égalité. De nouvelles tactiques dilatoires de la part du gouvernement serbe ne peuvent plus être acceptées sans réaction, mais devraient avoir des conséquences. Vu les récentes tensions observées dans le nord du Kosovo, il est important que le gouvernement kosovar cherche à dialoguer avec les minorités et mette en œuvre les engagements pris dans le cadre du dialogue de Bruxelles. La souveraineté du Kosovo doit être pleinement protégée et sa constitution respectée. Le retour à des États divisés selon des critères ethniques dans les Balkans occidentaux ne saurait être une option.
- ... à contribuer, en étroite coordination avec l'UE, au développement et à la transformation socialement et écologiquement durables des systèmes énergétiques dans les Balkans occidentaux par l'intermédiaire de vastes programmes d'investissement, d'ouverture des marchés et de coopération, afin que ces pays conservent une perspective européenne viable et que le Kosovo bénéficie lui aussi de perspectives d'adhésion à l'UE sur un pied d'égalité. Face à la menace impérialiste du régime de Poutine et à son influence sur les gouvernements européens, le Conseil fédéral est appelé à s'impliquer davantage sur le plan diplomatique dans ce domaine. Il est temps de décider de quel côté de l'histoire la Suisse et l'Europe veulent se placer. La décision du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, prise à deux tiers des voix des États membres,

de transmettre la demande d'adhésion du Kosovo à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, montre également que le moment est venu de poser des jalons importants.

- ... à s'engager dans une initiative diplomatique de pointe pour que tous les États de l'UE sans exception reconnaissent la souveraineté du Kosovo et soutiennent également le gouvernement du Kosovo dans ses demandes d'adhésion aux institutions du Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales. La situation actuelle empêche la mise en place d'une politique européenne cohérente et viable dans les Balkans. Le Parlement européen ayant donné son feu vert à l'entrée sans visa des Kosovar-es dans l'UE, et donc en Suisse, cette mesure ne serait rien d'autre que cohérente.
- ... à mettre en place, en collaboration avec la diaspora kosovare présente en Suisse, des mécanismes et des structures transnationales afin de contribuer efficacement, à tous les niveaux, au développement durable du Kosovo sur les plans social, démocratique et écologique. Il s'agit notamment de mettre en place des syndicats forts et indépendants au Kosovo et de renforcer le développement industriel et numérique, afin d'offrir des perspectives aux jeunes du pays. Dans le cadre d'un accord de partenariat global entre la Suisse et le Kosovo, le gouvernement de ce dernier doit être invité à envoyer un-e attaché-e social-e et économique en Suisse, qui sera à la disposition de la diaspora en tant qu'interlocuteur-trice et fera office de point d'entrée unique (« *single entry point* »).